

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°161 | 155^e année | CHF 3.00

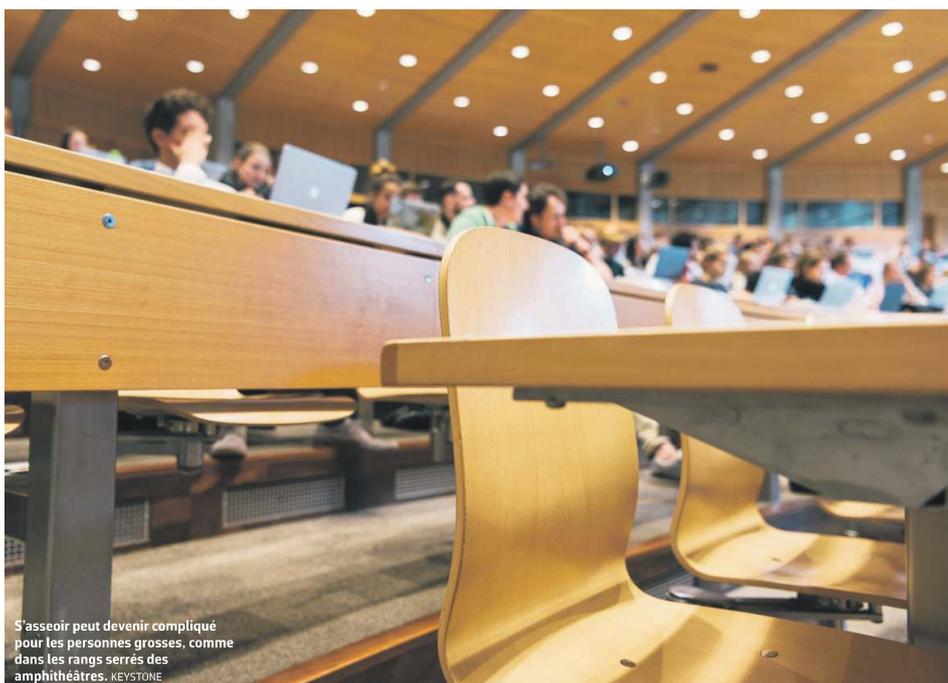
VAUD

Les **dettes**, plus fortes que le mariage

4 La loi cantonale vaudoise impose une solidarité illimitée entre ex-époux pour les dettes fiscales contractées pendant la vie commune. Une pétition déposée hier dénonce cette règle qui pénaliserait de manière disproportionnée le ou la conjoint·e au revenu le plus faible, souvent des femmes.

3 ÉGALITÉ

L'aménagement de l'espace public est **grossophobe**



S'asseoir peut devenir compliqué pour les personnes grosses, comme dans les rangs serrés des amphithéâtres. KEYSTONE

5 GENÈVE

Mobilisation contre les **licenciements abusifs** liés à une activité syndicale

6 CONSOMMATION

Comme le prix de l'essence, le **tourisme d'achat** vers la France prend l'ascenseur.

7 SUISSE

Après l'accord-cadre avorté, une initiative veut tendre à nouveau les bras à l'**Europe**.

9 INTERNATIONAL

L'armée ukrainienne à la reconquête de la région stratégique de **Kherson**.



Certains employeurs font pression sur les jeunes pères pour les empêcher de prendre leur congé de paternité



AGORA

A l'écoute des personnes racisées

Suisse romande ► Relayant des situations individuelles de personnes confrontées au racisme ayant fait appel à leurs services, sept centres romands spécialisés dans le suivi de personnes discriminées ont regroupé leurs expériences de terrain dans un inventaire collectif de leurs pratiques. Présentation de la publication par l'un des coauteurs, le Centre-Ecoute contre le racisme (C-ECR) de Genève.

ANNE-LAURE ZELLER*

Le Centre-Ecoute contre le racisme de Genève est l'un des sept centres romands spécialisés dans le conseil et le suivi de personnes discriminées, qui se sont unis pour publier l'ouvrage *A l'écoute des personnes confrontées au racisme – Les centres romands spécialisés dans le suivi de personnes discriminées*.¹ La publication de 64 pages regroupe des récits de situations concrètes pour lesquelles les centres ont été sollicités. Elle présente chacun de ces centres et expose une analyse de leurs pratiques de terrain. L'expérience des personnes confrontées au racisme constitue le point de départ de cette publication et prend en compte leur perception des incidents ainsi que les souffrances qu'elles expriment. Cet ouvrage est aussi un outil d'information pour mieux faire connaître les centres de consultation et d'écoute contre le racisme et leur travail de terrain.

Les centres romands de consultation se sont associés à plusieurs institutions pour publier ce document, soutenu par le Service fédéral de lutte contre le racisme (SLR). L'ouvrage axe sa réflexion sur une approche globale des problèmes complexes traités. On parle souvent de «consultation pour les victimes du racisme» au singulier, mais elle est le plus souvent plurielle. Elle peut être juridique, sociale, psychosociale ou relever encore de la médiation si les conditions sont réunies.

La discrimination peut aussi bien intervenir dans le domaine familial, entre voisins, sur le lieu de travail, au sein d'instances administratives, dans les espaces publics comme de formation, ou être l'expression d'une opinion exprimée sur les réseaux sociaux. C'est une analyse de la pluralité de ces situations qui est proposée.

Cet ouvrage fait aussi le constat que le travail d'écoute, la prise en charge et le suivi de cas ne sont pas vraiment connus et reconnus. Une telle publication permet de mettre en lumière des activités parfois invisibles. Les efforts déployés quotidiennement par les personnes en charge de consultations sur le terrain ont permis de contribuer à professionnaliser un véritable métier, qui ne s'improvise pas. Il était devenu indispensable de capitaliser les savoir-faire et savoir-être des praticien·nes, de les théoriser et finalement de partager le travail accompli pour venir en aide aux personnes victimes ou témoins de racisme.

L'ouvrage permet encore de rendre compte du travail diversifié des centres de consultation, qui se décline sur plusieurs niveaux en différentes facettes qui interagissent: sociales, juridiques, pédagogiques, de réseautage et de redirection avec des institutions cantonales publiques et privées, etc. Il s'adresse à toute personne concernée par le sujet, tant la population que les professionnel·les engagés dans l'action et la réflexion contre la discrimination raciale dans divers domaines – instances politiques, social, éducation, santé, administrations, justice, associations et ONG.

Ainsi, à Genève par exemple, toute personne confrontée au racisme trouvera en contactant le Centre-Ecoute contre le racisme (C-ECR) un lieu d'écoute, de conseils et de parole tenus par des professionnel·les, où la confidentialité et l'anonymat sont garantis. Le C-ECR pourra rendre réponse dans la mesure du possible à toute demande, question et besoin exprimés, dans le respect du cadre de son mandat.

Le C-ECR publie un rapport annuel qui fait état des incidents racistes qu'il a recensés. Les données méthodiquement enregistrées permettent d'une part de rendre visible et de valider officiellement la situation du racisme sur le canton de Genève, et d'autre part idéalement de justifier des demandes de sensibilisation, de prévention et d'actions auprès des instances publiques compétentes.

* Coordinatrice du Centre-Ecoute contre le racisme.
¹ Consultable en ligne (ainsi que les rapports du C-ECR) sur le site www.c-ecr.ch

VIVRE SA VILLE

L'été, on cherche désespérément un endroit ombragé qui ne soit pas une propriété privée, en rêvant à l'espace qui, à l'inverse, serait vraiment public, gratuit, accessible à tous, *trader* à la pause ou sans abri. Un espace à la *publicité* ordinaire, mais aux infinis potentiels d'usages, un espace pourtant non *designé*, peu construit, non planifié pour la fonction multiple, la convertibilité, ni même la durabilité, un espace ni vert, ni gris. Comme le parking gratuit de Blanes où j'ai débuté la période de canicules.

■ LaSUR
Laboratoire de
sociologie urbaine

YVES PEDRAZZINI*

pitalité de l'espace public garantie par les designers et réduite au final à un arrangement pacificateur de mobilier de jardin, en Catalogne comme partout. Faisons alors l'hypothèse suivante: dans une station balnéaire catalane, un parking gratuit qui ne l'a pas toujours été, dont la fonction nominale est régulièrement détournée par des prolétaires sans contrôle particu-

lier, présence policière ou autre forme de restriction d'accès, ce parking qui continue cependant à offrir des places de stationnement gratuit est l'*ultime* espace public, son horizon absolu. Du fait du manque de moyens municipaux bien sûr, mais pas seulement, voilà un espace à l'asphalte fissuré et non aménagé, mais officiellement l'hospitalité, surtout à ces migrants latinos que l'on veut bien exploiter, mais ne voir ni habiter, ni s'amuser. Une hypothèse quelque peu iconoclaste à l'heure où l'on s'acharne à revegetaliser les villes. Pourtant, si l'on y pense, quoi de plus durable et recyclable qu'un parking parsemé d'arbres pour ombrager les dernières irréductibles voitures en essence, aussi bien que les usagers changeants d'un lieu devenant au gré des heures salle de bal et de concert, marché aux fruits et légumes ou encore skatepark par endroits et moments de ce lieu au potentiel illimité. Et où il est aussi permis de ne rien faire!

L'Espace-Public est devenu le nouveau fétiche de l'urbanisme et des projets-urbains-durables-participatifs. Ne serait-il donc pas urgent, en matière d'aménagement, de ne (presque) plus rien faire en certains lieux désaffectés que les abandonner à leur publicité minimale, tel le très ordinaire parking gratuit et, un peu par hasard et manque de moyens, multifonctionnel de Blanes? Et posons-nous enfin la question suivante: pourquoi une chose comme celle-ci n'existe-t-elle pas dans notre région lémanique dont les villes penchent en grande majorité à gauche et affirment leurs volontés de développer des politiques environnementales inclusives et fun? Ne voilà-t-il pas un exemple particulièrement réussi d'espace public et donc de ville véritablement hospitalière, un lieu où les prolétaires s'émancipent de la domination de la consommation impossible, retrouvant leur ancienne résistance digne et ordinaire au libéralisme? On trouve bien des idées dans les angles morts de l'urbanisme!

* Sociologue.

Blanes, te quiero!

Située entre deux destinations Airbnb majeures, Salou, au sud de Barcelone, et Lloret de Mar, au nord, Blanes est pourtant un angle mort balnéaire. C'est une station née des ambitions modernes et déjà postfranquistes des années 1960, un village catalan rapidement urbanisé au moyen de campings populaires, d'immeubles locatifs pour classe moyenne locale émergente, supermarchés de quartier, restaurants aux menus du jour pour ouvriers en vacances, magasins de bouées et de chapeaux de paille. Et puis ce grand parking situé juste à côté de la plage – elle aussi ordinaire et gratuite – dont l'aspect foncièrement hospitalier intrigue. C'est là que peuvent se retrouver aussi bien ceux et celles qui travaillent dans le coin, les familles en vadrouille que les damnés de la terre, sans argent et sans papiers peut-être, mais venus là pour s'intégrer, dira-t-on sans rire. Sur ce parking, une fin d'après-midi, j'ai pu voir pratiquer toutes sortes d'activités non planifiées et pourtant vivantes et enthousiasmantes, un cours de danse improvisé, puis, toujours sans payer, un concert de salsa jusque tard dans la nuit pour un public issu du prolétariat urbain latino-américain venu profiter de l'événement et des bières à prix minimal.

L'écrivain chilien Roberto Bolaño y a vécu pendant vingt ans. Il décrit son Blanes comme «une station balnéaire pas pour les riches, pour les prolétaires». Postulons donc l'existence d'une station balnéaire *prolétaire*. Puis demandons-nous, en été, ce que devient la fameuse hos-

L'aménagement n'est pas pensé pour les corps gros. Alors que 42% de la population est considérée en surpoids, les larges sièges font très souvent défaut dans les transports et les lieux publics

UN MONDE À L'ÉTROIT

JULIE JEANNET

Grossophobie ► Un tourniquet d'entrée dans lequel il faut se contorsionner, des toilettes dans lesquelles il est impossible de se retourner, une ceinture de sécurité trop courte ou un strapontin qui menace de céder... Le quotidien des personnes grosses est semé d'embûches. Le mobilier, les transports, les lieux de culture ne sont pas pensés pour les gens qui ont de l'embonpoint. Leurs corps «débordent» en permanence. Et si la manière d'agencer l'espace public reflétait la haine des grosses?

C'est ce que dénonce Fat Friendly, l'association basée en France et en Belgique affirme que «plus on grossit, plus notre univers se rétrécit». Elle souhaite «redonner le droit aux personnes grosses d'occuper l'espace qui elles sont légitimes d'occuper». Virginie Devroye est l'une des fers de lance de ce groupe qui lutte contre la grossophobie.

«Je viens de passer un an dans une salle de cours inadaptée. Si j'ouvrais la tablette intégrée au siège pour prendre des notes, ça me coupait la respiration. C'est un exemple qui illustre que faire des études, boire un verre, prendre un bus ou assister à un spectacle est beaucoup plus compliqué pour les personnes grosses», témoigne la psychologue installée à Liège. «Mes copines minces ne se demandent jamais si leurs fesses entreraient dans un siège. Nous, nous devons tout anticiper. Cela ajoute une charge mentale très importante. C'est un angle mort, impensé de notre société.»

L'angoisse de la chaise

«L'urbanisme s'ajoute au regard des autres pour rappeler sans cesse aux gros que l'espace public n'est pas pensé pour eux», écrit Daria Marx et Eva Perez-Bello dans leur ouvrage «Gros» n'est pas un gros mot – chronique d'une discrimination ordinaire. «D'ailleurs le mobilier tout court n'est pas conçu pour les personnes grosses: pour le gros qui sociabilise, la chaise est un sujet d'angoisse.» Les sièges de restaurants ou cafés sont particulièrement étroits ou inconfortables. En général, j'évite d'aller dans les lieux que je ne connais pas ou les espaces écriqués où je prends de la place», complète Louise*.

Parmi les lieux où le problème semble le plus criant les transports publics. En Suisse, alors que 42% de la population est considérée comme en surpoids, la plupart ne dispose que de peu voire d'aucun siège de large dimension, si ce n'est les CFF en première classe. Les personnes grosses adoptent donc des stratégies pour s'adapter à un environnement hostile. «Je cherche des places à prix réduit en première classe afin d'avoir plus d'espace mais tout le monde ne peut pas se le permettre», témoigne Melanie Dellenbach, l'une des fondatrices de l'association Body Respect Schweiz.



Les accoudoirs des salles d'attente sont souvent un problème pour les personnes grosses qui les empêchent de s'y asseoir ou compriment leurs cuisses. KEYSTONE

«Si le wagon est bondé, je reste debout. Comme mes hanches dépassent, lorsqu'une personne s'assied à côté de moi sur un siège normal, je reçois souvent des regards désapprobateurs», relate cette ancienne infirmière.

De telles agressions, Louise les subit également à Lausanne. «Lorsque je prends le métro aux heures de pointe, comme mon corps prend de la place, je ne me sens pas légitime d'être là.» Virginie Devroye dénonce la violence de ces lieux, dont les corpulents se sentent mis à ban. «Nos fesses sont souvent prises dans les bordures de siège ou entre les accoudoirs. Après quinze, trente minutes ou deux heures, c'est intenable et très douloureux. J'ai souvent des bleus sur la moitié des cuisses.»

De minuscules avions

Lorsqu'on prend l'avion, mieux vaut avoir un corps dans la norme. «J'ai récemment volé alors que je ne l'avais pas fait depuis sept ans. J'ai réussi à entrer dans le siège et à fermer la ceinture de sécurité en la faisant passer sous mon ventre», témoigne la militante de Fat Friendly. «À chaque fois que les hôtesses passaient, je devais

soulever mon ventre pour montrer que la ceinture était bien bouclée. C'est une humiliation supplémentaire.» Les portails de sécurité, les sièges des salles d'attente ou encore les toi-



«Rien n'est fait pour accueillir des personnes aux corps différents»

Virginie Devroye

lettes sont également souvent problématiques.

Si aujourd'hui, la plupart des compagnies disposent d'extensions de ceinture, il est gênant de le demander. Les personnes

dont le corps n'entrent pas dans les fauteuils doivent casser la tirelire pour soit réserver un second siège, soit une place en classe affaires. Interrogé, Swiss ne propose pas de rabais dans ces circonstances.

«La violence symbolique de ces lieux est extrême. Rien n'est fait pour accueillir des personnes aux corps différents. La course à la rentabilité pousse les entreprises à réduire l'espace pour augmenter le nombre de places et leurs bénéfices. Je les fuis dès que je peux», commente Virginie Devroye. «Si les personnes grosses sont inconfortables dans la plupart des lieux, celles très grosses sont complètement exclues», complète Melanie Dellenbach.

Il est conseillé aux gens qui ont de l'embonpoint de pratiquer des activités physiques, pourtant les salles de sport ou les piscines restent peu accueillantes. «Pour sortir de l'eau, il faut pouvoir se traîner. Les échelles sont souvent étroites et ne sont pas prévues pour les personnes qui font 150 ou 170 kilos», explique Virginie Devroye. Certaines machines de sport sont conçues pour des personnes pesant jusqu'à 135

kilos, plus rarement 182 kilos, avance Activ Fitness, leader du secteur en Suisse.

Ces gros·es qu'on ne veut pas voir

L'accès à la culture n'est pas non plus inclusif, en raison des rangées souvent serrées, des accoudoirs ou des strapontins étroits. «Quand tu es grosse, tu n'as plus envie de sortir, du reste chez toi, tu t'isoles. Ces situations poussent parfois au suicide», dénonçait la DJ Barbara Butsch dans une vidéo diffusée par Konbini en 2021. Celle-ci suggère d'ajouter quelques sièges plus larges sur le bord des rangées. «Pourquoi, toutes les infrastructures ne sont pas élargies? Tout le monde serait plus confortable», s'interroge Louise.

Pour Virginie Devroye, la réponse est limpide: «On n'adapte pas l'espace aux gros·es parce qu'on ne veut pas les voir. Ainsi, ils et elles ne viennent pas et restent cachés à domicile.» La psychologue belge dénonce un manque de volonté politique. «Il est encore très politiquement correct d'être grossophobe. Aucune figure politique n'inclut dans son programme l'accessibilité de l'espace public aux per-

sonnes grosses. Tout le monde s'en fout.»

En Suisse, jusqu'à présent, l'Etat engage de l'argent pour lutter contre l'obésité mais pas pour combattre la grossophobie ou aménager l'espace pour accueillir les corps opulents. A Zurich, le centre de compétences national Architecture sans obstacles élabore des normes de constructions adaptées à tous·es, notamment pour les personnes en situation de handicap. Il affirme cependant n'avoir jamais été mandaté en vue d'inclure les personnes grosses.

En attendant que les lieux publics s'adaptent et que le monde change, Fat Friendly lance cet automne un annuaire et une cartographie de l'accessibilité et de la bienveillance des espaces en France et en Belgique. Il n'en existe pas encore en Suisse, mais Fat Friendly n'exclut pas d'inclure le territoire helvétique si le succès est au rendez-vous.

«L'objectif est de faciliter la vie des personnes grosses et diminuer leur charge mentale», relate Virginie Devroye. L'outil sera participatif et fonctionnera comme les sites d'avis. Si notre initiative prend de l'ampleur, peut-être que les lieux privés s'adapteront pour être plus inclusifs», espère-t-elle. «Rendre accessible un lieu à un maximum de personnes ne nécessite pas forcément beaucoup d'efforts mais c'est un gain énorme pour la santé mentale de tous et en particulier celle des personnes grosses.» I

*Prénom d'emprunt

«GROS·SES» N'EST PAS UNE INSULTE

«Aussi longtemps que la société voudra nous faire disparaître en nous faisant perdre du poids, nous ne serons pas sortis de l'auge», dénonce Melanie Dellenbach de Body Respect Schweiz. L'organisation revendique le terme de gros·se. «Il s'agit d'un adjectif comme grand, petit ou mince. Nous sommes des êtres humains et contribuons à la diversité de la population. Je suis grosse mais je suis autant normale que les autres.»

L'ONG rejette en revanche les descriptions basées sur l'indice de masse corporelle, telles que personnes obèses ou en surpoids qui diffère d'ailleurs selon les pays. «La grosseur est tou-

jours considérée sous l'angle médical, mais jamais sous l'angle de la défense des droits des personnes grosses», constate Melanie Dellenbach. «Nous défendons la justice sociale pour les gens gros, nous voulons être inclus et représentés. La grossophobie est largement médiatisée et promue en Suisse, notamment par le biais d'émissions qui cherchent à faire perdre du poids aux gens.»

De son côté, Fat Friendly revendique une «inclusivité radicale». «Nous nous affirmons comme des personnes grosses qui ne sont pas en transition vers un corps mince. Je suis grosse et je vais le rester, c'est mon identité»,

s'exclame Virginie Devroye, l'une de ses membres. «Notre ambition n'est pas de rendre les gens moins gros mais de rendre le monde moins grossophobe. Les personnes grosses existent. Elles ont le droit d'exister, méritent autant de respect que qui que ce soit et l'accès aux lieux et services publics.» La militante belge prépare un podcast pour l'automne qui portera la voix des personnes concernées intitulée *La Grosse parole*.
www.fatfriendly.be
www.bodyrespect.ch
Daria Marx, Eva Perez-Bello, «Gros» n'est pas un gros mot - Chroniques d'une discrimination ordinaire, 2018, Libro

SÉRIE D'ÉTÉ (V)

Le surpoids, dans une société qui voue un culte à la minceur, suscite trop souvent des stigmatisations ou comportements déplacés. Le Courrier explore cet été quelques facettes de la grossophobie ordinaire. **CO**